

BLOC PAYSANNES ET ALLIÉ·ES



Communiqué de Presse - 7 mars 2024

Paysannes et allié·e·s se rassemblent pour la Journée Internationale de Lutte pour les Droits des Femmes

Ce vendredi 8 mars, à partir de 17:00, un large collectif d'organisations paysannes et d'allié·e·s se mobilise à Bruxelles à l'occasion de la Journée Internationale de Lutte pour les Droits des Femmes*.

Pour la troisième année consécutive, les organisations paysannes et allié·es entendent mettre en lumière le rôle que jouent les femmes* dans les systèmes alimentaires. Cette mobilisation fait également écho à la colère du monde agricole, qui s'exprime depuis plusieurs semaines en Belgique et ailleurs en Europe. **Grandes oubliées des politiques, les agricultrices font face aux mêmes problématiques que leurs collègues et rencontrent, en plus, des difficultés liées à leur genre.**

Pour Eléonore Barrelet, coordinatrice du mouvement Agroecology In Action, *“elles jouent un rôle indispensable dans nos systèmes alimentaires. Et elles ne se contentent pas de les faire fonctionner : elles sont aussi particulièrement investies dans leur transition. Pourtant, de la fourche à la fourchette, ici comme ailleurs, les femmes subissent une série de discriminations criantes liées à leur genre.”*

Cela se confirme : selon le récent rapport publié par Oxfam Belgique, **les femmes agricultrices ont moins accès à la terre, aux formations ou aux crédits nécessaires pour leur permettre de développer leurs activités agricoles.** La raison ? Des idées reçues et des normes inculquées depuis l'enfance.¹ A cela s'ajoute la répartition genrée des rôles dans de nombreuses exploitations agricoles.

Alors qu'elles représentent 30 % de la main-d'oeuvre agricole², beaucoup d'agricultrices travaillant en couple n'ont pas accès aux mêmes avantages que leurs conjoint·es. Le statut de conjoint·e aidant·e, qui concerne aujourd'hui la moitié des agricultrices, a constitué une grande avancée pour les femmes par le passé mais est aujourd'hui dépassé. Ce statut demande de payer moins de cotisations sociales mais désavantage sur le long terme les personnes qui y adhèrent. La dénomination de ce statut a également un côté péjoratif, peu apprécié des agricultrices. Il y a donc

¹ Oxfam Belgique, Défricher le genre dans l'agriculture wallonne (2023)

<https://oxfambelgique.be/oxfam-pointe-des-inegalites-de-genre-criantes-dans-lagriculture-wallonne>

² SPF Économie DG Statistique (Statbel), chiffres pour 2020

(<https://statbel.fgov.be/fr/themes/agriculture-peche/exploitations-agricoles-et-horticoles#figures>)

un travail à faire pour qu'elles aient accès à un statut attractif, c'est-à-dire qui ne fragilise pas les exploitations déjà impactées par de faibles revenus.

Les conditions de travail du monde agricole sont difficiles. La condition des agricultrices y est donc souvent considérée comme un sujet secondaire. **Il est pourtant indispensable d'en tenir compte pour soutenir la transition durable de nos systèmes alimentaires** : les femmes agricultrices sont plus investies dans les modes de production biologique et en circuits courts, et leur faciliter l'accès aux moyens de production répondrait en partie à la crise de la transmission des fermes.

Pour répondre aux inégalités de genre, la Région Wallonne prévoit bien de récolter quelques données supplémentaires ventilées par genre, de réaliser une dizaine de « portraits » d'agricultrices et de majorer des aides à la diversification dans le cadre de la PAC. Ces actions sont toutefois insuffisantes et ne s'attaquent pas au nœud du problème, **les responsables politiques ont donc encore de la marge de progression.**

Par ailleurs, les traités de libre-échange, contre lesquels se mobilisent les paysan·nes³, ont un impact supplémentaire sur les paysannes d'Europe et du "Sud Global"^{4, 5}.

Au vu des nombreux défis auxquels les agricultrices doivent faire face, plusieurs organisations paysannes et alliées ont décidé de **se mobiliser ce vendredi 8 mars à 17:00, Place de l'Albertine à Bruxelles** afin de visibiliser ces enjeux auprès des politiques et des consommateur·rices. Elles marcheront pour les agricultrices wallonnes, les conjointes aidantes, mais également les travailleuses saisonnières (souvent migrantes) et les agricultrices à travers le monde, souvent impactées par les décisions politiques européennes.

Contacts presse

- Louise Legein (Policy Advisor – SWIFT Researcher chez Oxfam België/Belgique) – 0472/40.88.71
- Eléonore Barrelet (Co-coordinatrice d'Agroecology In Action) - 0472/05.50.18



³<https://www.eurovia.org/fr/communiqu-de-presse/les-revendications-devc-depuis-la-place-du-luxembourg-bruxelles-mettre-fin-aux-accords-de-libre-echange-et-garantir-des-prix-equitables-pour-les-paysan-nes/>

⁴ <https://www.cetri.be/Le-genre-des-accords-de-libre?lang=fr>

⁵ <https://fr.boell.org/fr/atlas-des-pesticides>